



## Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques au CHSCT du 17/10/2019

Monsieur le Président du CHSCT,

Nous ouvrons ce CHSCT, en informant tous les participants qu'un droit d'alerte national a été déposé par l'intersyndicale nationale DGFIP : en cause, 5 suicides depuis début septembre. La dernière victime en date est Pascale Collin. Notre collègue a mis fin à ses jours sur son lieu de travail au SIE d'Yvetôt le 24 septembre dernier, service devant être rayé de la carte dans le cadre du plan Darmanin.

Alors que le climat social continue de se dégrader, certains souhaitent nous faire quitter l'ancien monde pour nous propulser dans une « start-up nation ».

La feuille de route du nouveau DG est claire : Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel, après s'être fait les dents sur nos collègues des douanes, a une nouvelle mission : supprimer des emplois en abandonnant des structures et des missions. En résumé, enterrer la DGFIP.

Depuis le début de l'année 2019, de nombreuses actions locales se sont déroulées prenant des formes variées : sensibilisation des usagers, rassemblements, interpellations des élus et des médias, journées de grève, manifestations...

Nous ne pouvons accepter un « dialogue social » qui consiste à cocher une date dans un calendrier en se bornant à une concertation de pure forme qui a comme préalable l'acceptation de la « géographie revisitée ».

Vous nous convoquez aujourd'hui avec un ordre du jour pléthorique.

Dans ce dernier figure, notamment, ce que vous appelez « la spécialisation du site de la Ferté-Alais ». Lors de la remise des documents concernant « les modalités de prise en compte des conditions de travail dans le dossier spécialisation de la trésorerie de la Ferté-Alais », vous continuez à parler de **trésorerie**.

Or, lors de la réunion informelle de la direction auprès des organisations syndicales le 23/09/2019, lorsque vous avez présenté cette restructuration, vous avez clairement précisé qu'il s'agissait de la **création d'un « SGC »**. Alors qu'en est-il exactement ? Avez-vous finalement décidé de maintenir une « **trésorerie** » à La Ferté ? Nous demandons que cette réponse soit intégrée au PV du CHSCT de ce jour.

Comme nous vous l'avons déjà indiqué, les représentants de la CGT Finances Publiques ne participeront à aucun débat sur la mise en place de la « géographie revisitée » nouvellement rebaptisée « Nouveau Réseau de Proximité ».

Les services de gestion comptable sont les back-offices de la note « bâtir un nouveau réseau », dont l'objectif est de concentrer « les tâches industrialisables », et les trésoreries.

Le projet de démantèlement des trésoreries nous fait craindre, à l'inverse de ce qu'affirme le ministère, un recul de la proximité, qu'il s'agisse des relations entre l'administration et les particuliers ou des relations entre l'administration et les collectivités. Cette refonte de la carte de la DDFIP 91 s'accompagnera évidemment de nouvelles suppressions d'emplois.

La DGFIP aurait pu tirer les enseignements de ce qui s'est passé précédemment à la Poste, EDF, France Télécom, où la réforme à marche forcée a conduit à la déshumanisation dans l'exercice des missions et malheureusement à de nombreux suicides.

Ces restructurations incessantes ont accru le mal-être des agents. Tout ceci sera bien sûr aggravé par l'augmentation des suppressions d'emploi à venir. Pour ces raisons, les acteurs de prévention que nous sommes dénonçons ces projets destructeurs.

Quant aux élus, certains ont déjà fait part de leur opposition, certains territoires étant en passe de devenir des déserts fiscaux.

Dans ce contexte, la mobilisation pour le retrait du plan Darmanin va se poursuivre et s'amplifier.

**La CGT Finances Publiques s'oppose à la nouvelle organisation territoriale des services, aux fermetures programmées des trésoreries, à l'industrialisation des tâches dans des usines fiscales de gestion des collectivités et aux suppressions d'emplois programmées à la DGFIP et dans notre direction.**